



En 2022, avec l'allègement des restrictions sanitaires, l'activité économique guadeloupéenne se redresse. Toutefois, le renforcement des tensions inflationnistes entrave la reprise. La consommation des ménages repart à la hausse grâce aux mesures gouvernementales en faveur du pouvoir d'achat et aux augmentations salariales. Les entreprises guadeloupéennes continuent d'investir cette année malgré un climat national et international d'incertitude économique. Ces investissements dynamisent la création d'emplois et influent sur la demande d'emploi dans un contexte où le taux de chômage est deux fois et demi supérieur à celui observé au niveau national. La création d'entreprise est à son plus haut niveau des 20 dernières années. Enfin, l'activité touristique se redresse nettement grâce au ralentissement de l'épidémie de Covid-19 sans pour autant retrouver son niveau de 2019.

Ce bilan économique fait partie des 17 bilans économiques régionaux 2022 publiés par l'Insee.

[Retrouvez les bilans des autres régions.](#)

Synthèse régionale - Contexte national

Bilan économique 2022

Ali Benhaddouche, Jules Baleyte, Jérémy Marquis (Insee)

Synthèse régionale - Une reprise d'activité entravée par les tensions inflationnistes

En 2022, avec l'allègement des restrictions sanitaires, l'activité économique guadeloupéenne se redresse. Toutefois, le renforcement des tensions inflationnistes entrave la reprise. La consommation des ménages repart à la hausse grâce aux mesures gouvernementales en faveur du pouvoir d'achat et aux augmentations salariales. Les entreprises guadeloupéennes continuent d'investir cette année malgré un climat national et international d'incertitude économique. Ces investissements dynamisent la création d'emplois et influent sur la demande d'emploi dans un contexte où le taux de chômage est deux fois et demi supérieur à celui observé au niveau national. La création d'entreprise est à son plus haut niveau des 20 dernières années. Enfin, l'activité touristique se redresse nettement grâce au ralentissement de l'épidémie de Covid-19 sans pour autant retrouver son niveau de 2019.

L'inflation s'accélère

En 2022, les prix continuent d'augmenter en Guadeloupe (+3,6 %) dans un contexte de desserrement des restrictions sanitaires et d'instabilité liée au conflit en Ukraine. Les tensions inflationnistes amorcées en 2021, qui concernent surtout l'énergie, se renforcent en 2022 du fait d'importantes contraintes liées à l'offre. Ces tensions s'élargissent à d'autres postes de consommation, notamment l'alimentation, en lien avec la hausse des prix de production et des coûts de transport. La hausse des prix reste cependant à un niveau inférieur à celle de l'ensemble de la France (+5,2 %).

La consommation des ménages est dynamique

La consommation des ménages accélère après une année 2021 contrainte par la crise sanitaire et les conflits sociaux. Les importations continuent de progresser en 2022 (+24 %). Cela concerne particulièrement l'achat de véhicules : les nouvelles immatriculations de voitures particulières et commerciales augmentent ainsi de 8,9 %.

Par ailleurs, cette légère augmentation de la consommation se fait dans des conditions d'octroi de crédits qui se resserrent : le taux moyen des crédits à la consommation en Guadeloupe s'établit à 4,6 % au 4^e trimestre 2022 (+0,3 point par rapport au 4^e trimestre 2021). Cela n'influe pas sur les crédits aux ménages qui continuent de progresser en 2022 (+8,3 %).

Les échanges extérieurs à des niveaux élevés sous l'effet de l'inflation

Après une reprise amorcée au cours de l'année 2021, les échanges commerciaux de la Guadeloupe poursuivent leur progression en 2022. Les importations et les exportations progressent fortement en valeur, respectivement de 24 % (+16 % en 2021) et 19 % (+40 % l'année précédente). Les réexpéditions de produits pétroliers raffinés sont les principales contributrices de la hausse des exportations. Le montant des importations d'énergie progresse fortement en un an (+72 %) et contribue à la moitié de la hausse totale. Toutefois, ces évolutions en valeur sont amplifiées avec la hausse des prix qui impacte l'ensemble des échanges.

Les investissements des entreprises dynamisent la création d'emplois

En termes de financement, l'encours des crédits d'investissement des entreprises enregistre une hausse de 6,6 % sur un an. Les immatriculations de véhicules utilitaires progressent de 3 %.

Dans ce contexte d'investissement favorable, les entreprises continuent de créer des emplois salariés (+3,3 % après +2,5 % en 2021). Le tertiaire marchand génère à lui seul deux tiers des emplois supplémentaires de la région. Les activités les plus dynamiques sont l'hébergement et la restauration (+14 %), le transport (+9 %) et le commerce (+5 %). L'emploi progresse également dans l'industrie sous l'impulsion des industries agro-alimentaires (+4 %). Dans la construction, les effectifs salariés augmentent de 5 %, dans un contexte de hausse des coûts des matériaux et des difficultés d'approvisionnement induites par les crises mondiales (Covid-19 et guerre en Ukraine). Cette situation entraîne un ralentissement des ouvertures de chantiers alors que le nombre d'autorisations de permis de construire est à la hausse après deux années en retrait.

Parallèlement à la hausse de l'emploi salarié, la baisse de la demande d'emploi se poursuit en 2022 (-6,4 %), à un rythme beaucoup plus soutenu qu'en 2021 (-1,0 %). Si l'amélioration du marché du travail concerne toutes les tranches d'âge, les demandeurs d'emplois de longue durée profitent le plus de cette embellie sur le front de l'emploi (-14,0 %).

Comme le marché du travail, la création d'entreprises montre une dynamique positive, avec 7 850 entreprises créées en 2022 (+16 % par rapport à 2021) constituant le niveau le plus élevé des 20 dernières années. Cette dynamique concerne presque tous les secteurs d'activité, notamment sous le statut de micro-entrepreneurs ou de société.

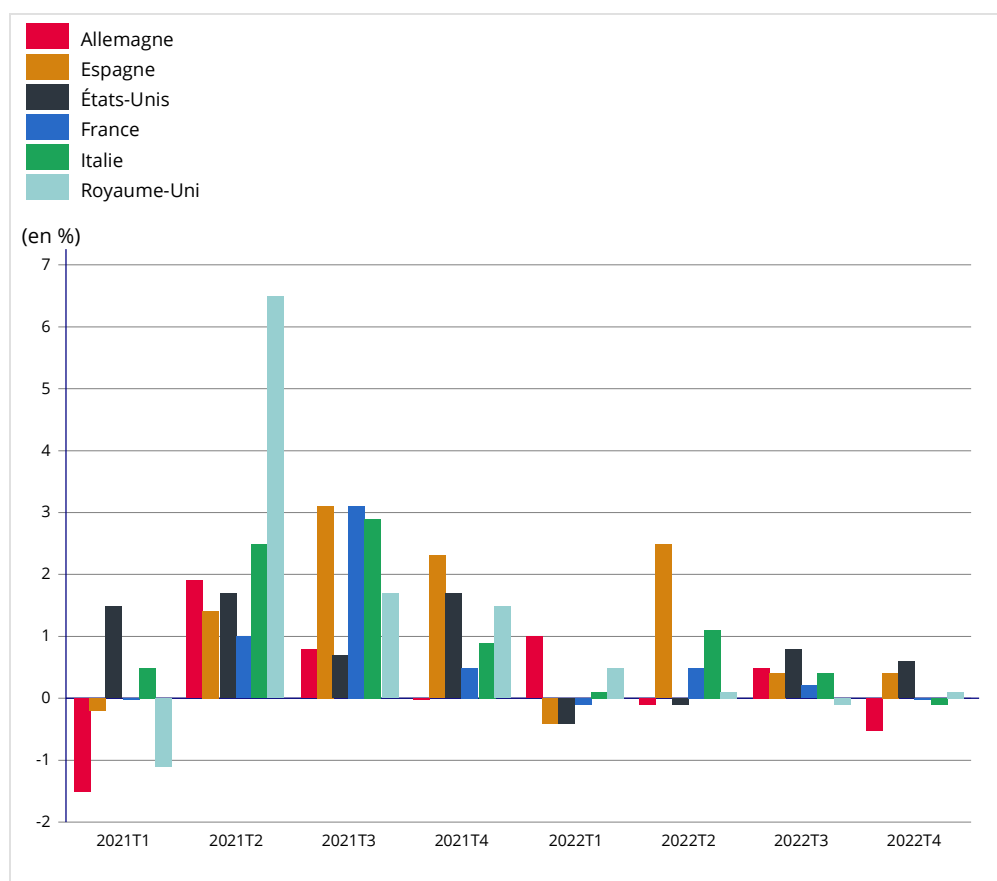
Le secteur touristique soutient également l'activité économique grâce à l'amélioration de la situation sanitaire et de la reprise du tourisme mondial. En dépit du renchérissement des prix des billets d'avion, le nombre de passagers à l'aéroport Pôle Caraïbes est en forte croissance (+62 %) par rapport à 2021 et représente 83 % du niveau de 2019. En parallèle, le nombre de nuitées hôtelières augmente sensiblement sur un an (+75 %) et se rapproche de son niveau de 2019 avec 1 190 000 nuitées (-2 %).

Contexte national - Confrontée à la persistance des restrictions sanitaires en Chine et à la guerre en Ukraine, l'économie mondiale a nettement ralenti en 2022

Au cours de l'année 2022, l'économie mondiale a été confrontée à de multiples contraintes, expliquant de fait le fort ralentissement de l'activité au fil des trimestres dans les principales économies (**figure 1**). En premier lieu, la contrainte sanitaire a continué de peser sur l'activité mondiale : ce fut le cas en Europe au premier trimestre en raison de la vague épidémique liée au variant Omicron, mais aussi et principalement en Chine où, en conséquence de la stratégie « zéro-Covid », des confinements drastiques ont été imposés au cours de l'année, avant la levée complète des restrictions début décembre. De plus, le déclenchement de la guerre en Ukraine, fin février, a accentué le renchérissement des matières premières, notamment énergétiques, et fait craindre de nouvelles difficultés d'approvisionnement en Europe. La production manufacturière européenne a toutefois plutôt résisté au renchérissement des intrants énergétiques, avec un recul concentré sur les branches les plus énérgo-intensives.

Les progressions du PIB enregistrées sur l'ensemble de l'année 2022 (de +1,9 % en Allemagne à +5,5 % en Espagne pour les principales économies européennes, +2,1 % aux États-Unis et +3,0 % en Chine) s'expliquent ainsi en grande partie par les acquis de croissance élevés à la fin 2021, résultant du rattrapage post-covid au cours de l'année 2021.

Figure 1 – Variations trimestrielles du PIB dans les principales économies



Dernier point : quatrième trimestre 2022, données arrêtées au 30 mai 2023.

Lecture : au quatrième trimestre 2022, le PIB des États-Unis a progressé de 0,6 %.

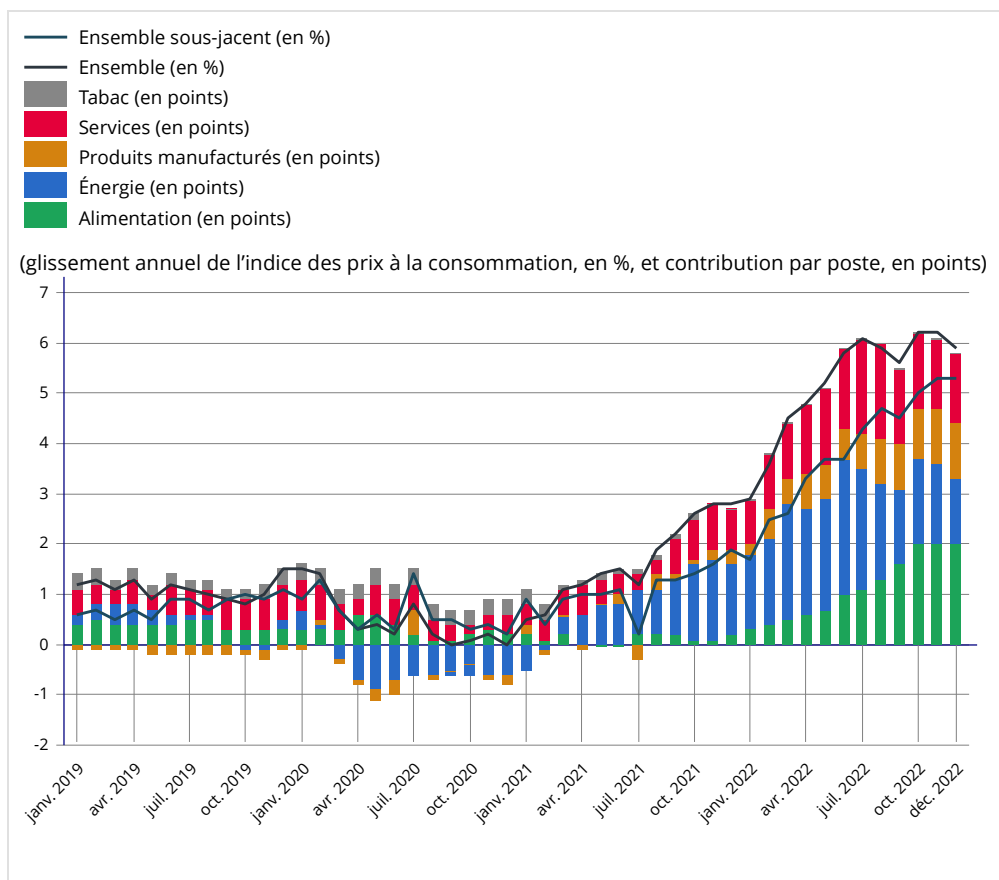
Source : Insee, Destatis, Istat, INE, ONS, BEA, NBSC.

En France, le PIB a augmenté de 2,5 %, après +6,4 % en 2021. Cette croissance ne dépasse l'acquis de croissance à fin 2021 que de 0,4 point : en trimestriel, le niveau du PIB au quatrième trimestre 2022 est à peine supérieur au niveau du quatrième trimestre 2021. Si la production manufacturière a résisté aux difficultés d'approvisionnement et au renchérissement des intrants, avec une activité en hausse de 1,0 % en moyenne sur l'année, celle de la construction, également soumise à de fortes difficultés de recrutement, a diminué de 0,2 %. En outre, la production d'électricité a été fortement pénalisée par de nombreuses maintenances de centrales nucléaires : l'activité de la branche « énergie, eau, déchets » a ainsi diminué de 10,3 % en 2022 par rapport à 2021, contribuant pour -0,3 point à l'évolution totale de l'activité. Les services marchands, qui étaient restés affectés en 2021 par des restrictions sanitaires, ont bénéficié d'un potentiel de rattrapage important et ont crû de 4,5 % sur l'année.

L'inflation, en forte augmentation, a rogné le pouvoir d'achat des ménages

Le contexte géopolitique a ainsi amplifié les tensions inflationnistes déjà présentes en 2021 à la suite de la reprise post-Covid. Les prix ont ainsi atteint en 2022 des niveaux très élevés dans les économies occidentales. L'inflation, en glissement annuel, s'est élevée jusqu'à 9,1 % aux États-Unis (en juin), 11,1 % au Royaume-Uni (en octobre) et 12,6 % en Italie (en novembre). En France, l'inflation se situait à 2,9 % sur un an en janvier 2022, tirée par les prix de l'énergie. Elle s'est progressivement hissée à environ 6 % sur un an en fin d'année, avec une diffusion à l'ensemble des produits de consommation, en particulier alimentaires (**figure 2**).

Figure 2 – Inflation en France et contributions par poste

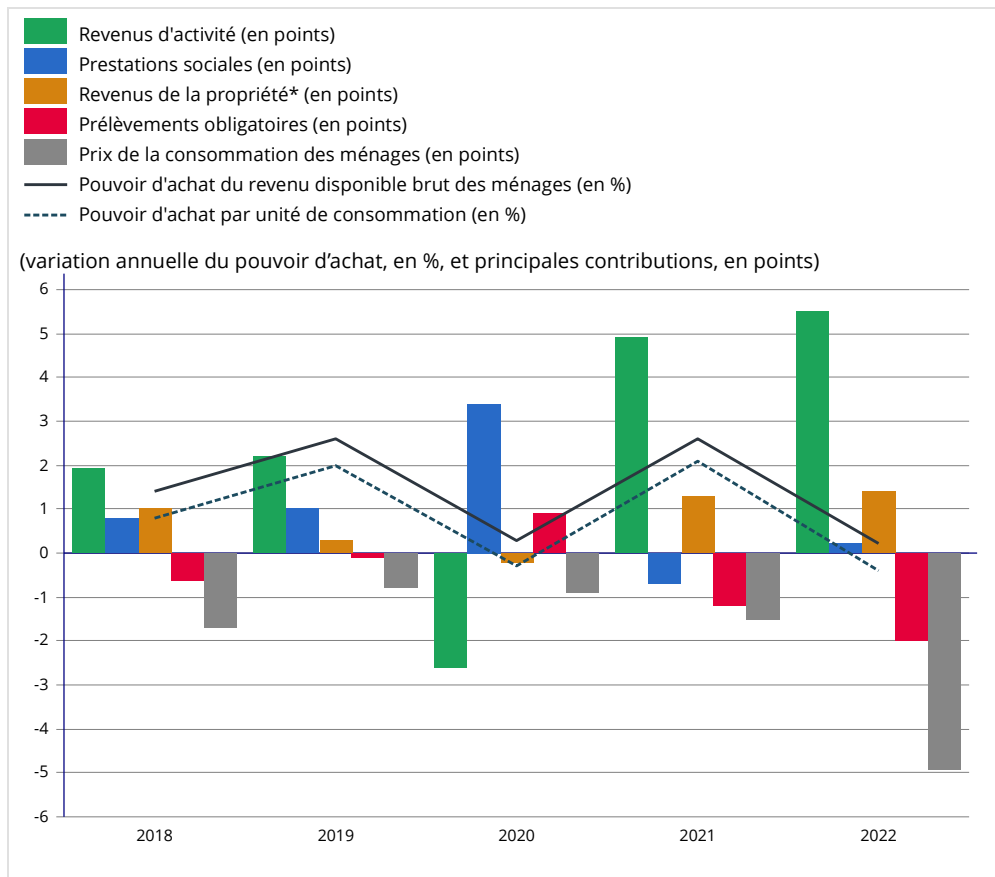


Lecture : en décembre 2022, les prix à la consommation ont augmenté de 5,9 % par rapport à décembre 2021 ; l'alimentation a contribué à cette hausse à hauteur de 2,0 points.

Source : Insee.

Dans ce contexte de forte inflation, de nombreuses mesures ont été prises, pour en atténuer les effets sur les ménages, en tempérant les hausses de prix (bouclier tarifaire sur le prix du gaz et de l'électricité, remise à la pompe sur les carburants) mais aussi en soutenant leur revenu (revalorisations anticipées de nombreuses prestations, suppression de la redevance audiovisuelle, aide exceptionnelle de rentrée scolaire). Au total, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages a été quasi stable en moyenne 2022, soit +0,2 % (**figure 3**), après +2,6 % en 2021. Le pouvoir d'achat par unité de consommation, qui tient compte des effets démographiques, a quant à lui légèrement diminué en 2022 (-0,4 %).

Figure 3 – Variations annuelles du pouvoir d'achat et contributions de ses principales composantes



* dont excédent brut d'exploitation des ménages purs.

Lecture : en 2022, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages a augmenté de 0,2 % ; les revenus d'activité ont contribué à cette croissance à hauteur de 5,5 points.

Source : Insee.

Pourtant, l'emploi salarié est resté dynamique et a connu un ralentissement moins marqué que l'activité économique, avec +337 000 emplois en fin d'année 2022 par rapport à la fin d'année 2021 (soit une hausse de 1,3 % entre fin 2021 et fin 2022). L'emploi salarié dépassait ainsi fin décembre 2022 de 4,5 % son niveau d'avant la crise sanitaire, soit près de 1,2 million d'emplois supplémentaires dont un tiers en contrat d'apprentissage. Ces créations d'emplois sont surtout concentrées dans le tertiaire marchand (+820 000 emplois fin 2022 par rapport à fin 2019), la construction (+115 000) et le tertiaire non-marchand (+161 000). Ce dynamisme de l'emploi salarié a soutenu le pouvoir d'achat des ménages par le biais des revenus d'activité. Le taux de chômage a diminué de 0,3 point entre fin 2021 et fin 2022, après une baisse de 0,7 point l'année précédente. Il a ainsi atteint 7,1 %, son plus bas niveau depuis le premier trimestre 2008 (si on excepte le recul ponctuel en « trompe-l'œil » du deuxième trimestre 2020, pendant le premier confinement).

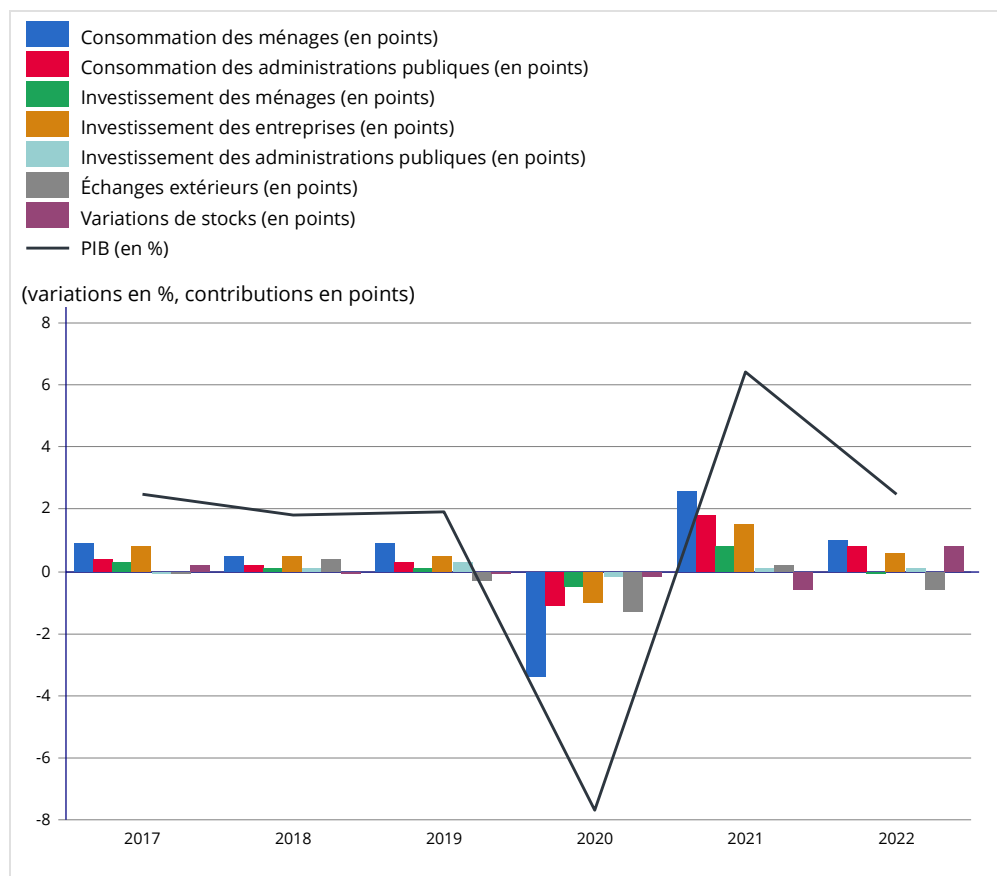
La demande intérieure a fortement ralenti, dans un contexte d'atonie du pouvoir d'achat et de resserrement des politiques monétaires

Dans un contexte de forte inflation et de quasi-stabilité du pouvoir d'achat, la consommation des ménages a fortement ralenti au cours de l'année 2022, jusqu'à se replier fortement au quatrième trimestre. Elle n'a ainsi augmenté que de 2,1 % en 2022, malgré des effets d'acquis importants fin 2021. Les baisses de consommation se sont concentrées dans les produits les plus soumis à l'inflation, c'est-à-dire l'alimentaire et l'énergie. Le taux d'épargne des ménages s'est établi à 17,5 % en moyenne annuelle 2022, soit 2,5 points au-dessus de son niveau moyen de 2019.

En réponse à la hausse de l'inflation, les principales banques centrales, dont la Banque centrale européenne à partir de l'été 2022, ont procédé à un resserrement rapide des politiques monétaires, entraînant une augmentation du coût du crédit pesant sur l'investissement des entreprises comme des ménages. Ce dernier a ainsi diminué de 1,3 % en 2022 par rapport à 2021. L'investissement des entreprises, quant à lui, a résisté, avec une croissance annuelle de 3,8 % : outre le dynamisme persistant de l'investissement en services informatiques, l'allègement des difficultés d'approvisionnement pour la fabrication de matériels de transport, en milieu d'année, a permis un rattrapage de l'investissement en produits manufacturés. De plus, le taux de marge des sociétés non financières s'est situé, en moyenne sur 2022, à 31,7 % de leur valeur ajoutée, soit un niveau proche de l'année 2018, préservant leur capacité à investir malgré les fortes tensions inflationnistes. Cela représente cependant une baisse du taux de marge de 2,2 points par rapport à 2021, avec la fin du recours massif à l'activité partielle et du versement du Fonds de solidarité.

La demande intérieure finale a ralenti en France mais aussi dans le reste de la zone euro, tandis que les confinements en Chine pénalisaient ses échanges commerciaux et flux touristiques. La demande mondiale adressée à la France a ainsi pesé sur les exportations françaises en volume, dont la croissance de 7,2 % en 2022 masque un ralentissement quasi-continu au fil des trimestres. Les importations, de leur côté, ont davantage augmenté que la demande intérieure (+8,7 % en 2022, après +9,2 % en 2021) : la baisse de production nationale d'électricité s'est traduite par des importations équivalentes. Le commerce extérieur a ainsi contribué négativement, à hauteur de -0,6 point à la croissance du PIB (**figure 4**). La consommation comme l'investissement des administrations publiques ont ralenti en 2022, l'année 2021 ayant été marquée par la reprise consécutive aux confinements de 2020 mais également par l'essor des dépenses de vaccination. La consommation des administrations publiques a ainsi augmenté de 2,9 % en 2022, et leur investissement de 1,5 %.

Figure 4 – Variations annuelles du PIB et contribution des principaux postes de la demande



Note : les volumes sont corrigés des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO).

Lecture : en 2022 le PIB a augmenté de 2,5 % ; la consommation privée des ménages a contribué à cette croissance à hauteur de 1,0 point.

Source : Insee.

Publication rédigée par : Ali Benhaddouche, Jules Baleyte, Jérémy Marquis (Insee)

Notes

L'acquis de croissance du PIB pour 2022 fin 2021 correspond au taux de croissance du PIB entre 2021 et 2022 que l'on obtiendrait si le PIB demeurait jusqu'à la fin de l'année 2022 au niveau du dernier trimestre de 2021.

Les chiffres qui suivent sont issus de la publication du taux de chômage du premier trimestre 2023, en date du 17 mai 2023. Dans le chapitre sur le chômage et les politiques de l'emploi, les données utilisées sont celles de la publication du 14 février 2023.

Les confinements ont rendu difficiles les démarches de recherche active d'emploi, ce qui influe sur la mesure du taux de chômage : en effet, un chômeur au sens du BIT est une personne âgée de 15 ans ou plus, sans emploi durant une semaine donnée, disponible pour travailler dans les deux semaines, et qui a effectué au cours des quatre dernières semaines une démarche active de recherche d'emploi.